

REPORTAGE >>>> Prix S'unir pour agir (7/10)

Cette année encore, « La Croix » s'est associée à la Fondation de France pour récompenser une dizaine d'associations à l'origine d'initiatives innovantes. À Montpellier, Déclic soutient les familles de toxicomanes, afin qu'elles retrouvent leur équilibre pour aider leur enfant

Parents de toxicomanes mais parents avant tout

FONDATION DE FRANCE

MONTPELLIER (Hérault)
De notre correspondante régionale

Une déflagration qui « tchernobylise » tout sur son passage. Un coup de tonnerre foudroyant, puis le vide sous les pieds. C'était deux jours avant le bac. Guillaume (1), l'aîné de la famille, passe une nuit blanche avec des copains. Il ne sent pas la fatigue et prend le volant. Un platane stoppe net sa course. Lui s'en sort, pas l'un de ses amis. L'analyse sanguine ne révèle pas un taux élevé d'alcool, mais détecte des traces de cannabis.

Daniel, son père, reconnaît qu'il y avait bien eu quelques « premières alertes », comme une « fumette » à une sortie scolaire, des notes en chute libre, l'école buissonnière et surtout une dépression à la suite d'une rupture sentimentale. Mais, il « ne pouvait pas fliquer » son enfant. « On avait la tête dans le guidon avec le travail, se justifie-t-il. Sans doute qu'on ne voulait pas voir non plus... » Avec calme, ce père, cadre modèle et voisin sans ennui, raconte la « descente aux enfers », cachée à tous, même aux plus proches : les « snifs » de coke, les colères « volcaniques » de son fils, les mensonges, l'argent qui disparaît, l'angoisse du coup de fil nocturne, la pression des dealers, l'humiliation du tribunal. En somme, dit-il, « toute une pelote de fils barbelés » qu'il tente de « débobiner » depuis trois ans.

Le « déclat » a eu lieu un soir, devant la télé. Un reportage parle d'une association, créée en 1994, qui soutient et aide les parents d'enfants toxicomanes. À la tête de « Déclat », une mère, enthousiaste et déterminée : Christiane Pompon qui a, elle aussi, connu « le calvaire » d'un fils drogué. Chaque année, 600 personnes sont ainsi accueillies, écoutées, réconfortées et conseillées. Certaines ne passent qu'un coup de fil à la permanence téléphonique, ouverte 24 heures sur 24. D'autres poussent la porte du 4 de la rue d'Alger, à deux pas du centre-ville de Montpellier, pour un temps de parole au sein d'un groupe, une fois tous les quinze jours. L'argent de la Fondation de France, qui a déjà aidé l'association, servirait à poursuivre la formation des bénévoles aux addictions, mais aussi à l'écoute, « car le premier contact est le plus important ».

De tels lieux d'échange sont rares en France. Il y a vingt ans, se souvient Christiane, seuls des centres pour les personnes dépendantes existaient. Les familles étaient « hors circuit ». « Mon médecin de famille m'avait même conseillée de mettre mon fils à la porte », explique-t-elle avec encore de la colère dans la voix. « Il disait qu'il fallait couper les ponts. » La mère qu'elle est n'en fera rien. Elle décide plutôt de rencontrer d'autres parents « comme » elle.

Les premières réunions ont lieu autour d'un verre, dans un bar. « On pouvait enfin se confier sans jugement ni regard stigmatisant », raconte Christiane. « Cela nous faisait sortir de notre isolement. » Sur les détails de leurs conversations, elle reste pudique. Sans doute parce qu'elle est à présent dans l'après-drogue, après quinze ans de « quelque chose d'irréel ». Son fils a repris pied. Mais elle n'a rien oublié des gardes à vue, des seringues dans les bras, des risques de septicémie, de la menace d'avoir les mains cassées par les revendeurs, de la honte et surtout du tabou de la drogue.

En créant son association, Christiane dit avoir voulu rompre le silence. Le nom de « Déclat » vient d'ailleurs de l'ancien français « cliquer », faire du bruit. Surtout, elle a voulu aider ceux qui sont trop souvent oubliés : les proches. « Vous savez, les inconscients communiquent », poursuit-elle. « Si les parents ne sont pas bien dans leur peau et dans leur tête, les enfants non plus. » Posé sur la



À l'association Déclat, les parents bénéficient d'une écoute personnalisée et peuvent se confier à d'autres parents ayant vécu une expérience similaire.

REPÈRES

Un trafic important dans l'Hérault

► L'Hérault est le troisième département français pour le nombre de trafiquants d'ecstasy interpellés et le septième pour l'héroïne, d'après une étude du Centre d'informations et de ressources sur les drogues et les dépendances (Cirdd). Une forte criminalité qui s'explique, notamment, par la proximité de l'Espagne.

► Cet hiver, plus de 43 kg de drogue, dont 8,5 kg d'héroïne pure, ont ainsi été saisis lors du démantèlement du plus gros réseau de distribution de Montpellier.

► La région est en tête pour « l'expérimentation » de la cocaïne chez les jeunes.

Près de 3 % des 17-18 ans du Languedoc-Roussillon disent y avoir touché. Phénomène inquiétant : la consommation, récente, du GBL, un solvant à peinture en vente libre qui, dans l'organisme, se comporte comme le GHB, la drogue dite du violeur. Plusieurs jeunes ont été hospitalisés en janvier après en avoir consommé lors de soirées en discothèque.

table de réunion, le titre du dépliant de Déclat est encore plus explicite : « Un enfant plonge, ceux qui l'aiment se noient ».

La plupart des parents arrivent ici quand ils sont au bout du rouleau. La première séance est individuelle. Ils sont reçus, bénévolement, par un autre couple de parents qui a déjà fait du chemin. Puis ils participent à des groupes de parole, animés par une psychologue, Françoise Dormeuil. Elle y répète régulièrement « les règles de base » à observer : accompagner son enfant dans ses démarches administratives, faire que la maison lui soit toujours ouverte, remplir le frigo, et, surtout, ne jamais lui donner d'argent. « Sinon, les parents deviennent quelque part leur dealer », explique-t-elle.

La présence d'une psychologue a mis du temps à être acceptée. Les parents, craintifs vis-à-vis du corps médical, ont eu la tentation de vouloir rester entre eux. « Ponctuellement, je leur renvoie des choses difficiles, poursuit Françoise Dormeuil. Je pointe notamment le fait qu'ils sont dans un système fusionnel, confusionnel même, avec leur enfant. Je les amène à accepter que leur enfant n'est pas forcément comme ils auraient souhaité qu'il soit. Mon travail est de les faire défusionner. »

Et de les déculpabiliser. Ce sentiment est le « fléau numéro un ». Les mêmes questions reviennent sans cesse : quel genre de parents sont-ils pour avoir engendré des toxicomanes ? Qu'ont-ils mal fait dans leur éducation ? L'association se bat contre le schéma simpliste du « mauvais enfant mal élevé par de mauvais parents ». Le dépliant de Déclat insiste sur le fait qu'ils sont des « parents comme les autres » et que, « n'en déplaise aux moralisateurs, ils ne sont pas coupables ».

Au fil des séances, le « pourquoi nous ? » devient un « que faire ? ». Le regard sur soi change. L'analyse de la situation aussi. « Ce qui est extraordinaire, c'est la façon dont ces parents retrouvent espoir et dignité », témoigne Alain, un policier à la retraite,

ancien responsable de la brigade des stupéfiants de Montpellier, engagé au sein de l'association depuis le début sans avoir un proche touché par la toxicomanie. « En fait, ils retrouvent des forces. » S'il faut s'en convaincre, il suffit d'écouter le témoignage de Pierre et Anne, parents de quatre enfants. Les « ennuis sérieux » ont commencé très tôt avec Julien, leur fils. La « dérive » a débuté à 15 ans par un « mal-être existentiel ». Rapidement viennent les premières arrestations. Elles se solderont par quatre séjours en prison. Puis la vie de la rue et le monde des marginaux.

Dans un sanglot mal étouffé, Pierre lâche : « Il nous en veut parfois d'être vivant. » Les mots claquent. « On a tout essayé, rien ne marchait, assure Anne. On ne savait plus vers qui se tourner. » Depuis, il y a eu la rencontre avec d'autres parents, à Déclat. « On n'est plus dans le silence et dans le déni », raconte Anne. « On a même appris à en parler à la famille. » Assis à ses côtés, son époux assure qu'il a fini par « accepter » les choix de son fils, notamment sa vie de SDF. « Il sait que, quoi qu'il arrive, nous sommes là et que nous sommes ses parents. Il a sa vie, nous la nôtre. Il fait ses propres erreurs et ce n'est pas forcément de notre faute. » Pierre insiste : « Déclat nous a fait comprendre que s'il meurt dans la rue, nous n'aurons pas à en prendre toute la responsabilité. » À ce jour, leur fils Julien a rencontré une jeune fille. Et quand il revient à la maison, il reste un peu plus longtemps.

GWENAËLLE MOULINS

(1) Afin de respecter l'anonymat, certains prénoms ont été changés.

Déclat Familles et Toxicomanes
4, rue d'Alger, 34000 Montpellier
04.67.58.17.75 ou declat4@wanadoo.fr

DEMAIN : À Roubaix, des équipes médico-sociales veillent sur des lycéennes enceintes.